

NOTE DE SERVICE

N° 00-068-A7-B2 du 10 juillet 2000

NOR : BUD R 00 00068 N

Texte publié au BOCP

VENTE DE TIMBRES FISCAUX PAR LES COMPTABLES DU TRÉSOR

ANALYSE

Mesures prises en faveur des victimes des intempéries - Procédure de remboursement et de délivrance à titre gratuit des nouveaux documents

Date d'application : 03/07/2000

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; TIMBRE FISCAL ; REMBOURSEMENT ; DOCUMENT ADMINISTRATIF ;
INTEMPÉRIES ; CATASTROPHE NATURELLE ; TEMPÊTE ; VICTIME

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPG	DOM	TGE	RF	T						

DIFFUSION

G 4

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

SOMMAIRE

1. DOCUMENTS CONCERNÉS.....	3
2. BÉNÉFICIAIRES DE LA MESURE.....	3
3. PÉRIODE D'APPLICATION DE LA MESURE.....	3
4. PROCÉDURE DE REMBOURSEMENT	3
4.1. Lieu de dépôt des demandes de remboursement.....	4
4.2. Instruction des demandes par les préfectures.....	4
4.3. Exploitation des listes en trésorerie générale	4
4.4. Comptabilisation des remboursements	5
5. DÉLIVRANCE À TITRE GRATUIT DE NOUVEAUX DOCUMENTS.....	5
5.1. Les documents administratifs dont le droit de timbre s'acquitte par timbre mobile.....	5
5.2. Les documents administratifs dont le droit de timbre s'acquitte par paiement sur état.	5
6. DISPOSITIF D'INFORMATION DES USAGERS CONCERNÉS	5

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Arrêtés portant constatation de l'état de catastrophe naturelle.....	6
ANNEXE N° 2 : Modèle – Etat des bénéficiaires à rembourser.....	18
ANNEXE N° 3 : Modèle d'affichage du dispositif d'information des mesures prises en faveur des victimes des intempéries	19

Par arrêtés en date du 17 novembre 1999 (complété par les arrêtés des 14 avril et 2 mai 2000), et du 29 décembre 1999, l'état de catastrophe naturelle a été constaté pour les dommages causés par les intempéries survenues respectivement du 12 au 14 novembre 1999 et du 25 au 29 décembre 1999.

Le Gouvernement a décidé, à titre exceptionnel, par voie d'instruction (Bulletin officiel des impôts du 28 février 2000), que la délivrance de certains documents administratifs en remplacement de ceux de même nature, détruits ou perdus lors des événements climatiques précités et celle des primata des certificats d'immatriculation des véhicules acquis en remplacement de ceux détruits au cours des mêmes sinistres, ne donnent lieu à la perception d'aucun droit ou taxe.

Les victimes des intempéries, qui ont demandé la délivrance des documents administratifs susmentionnés, pourront donc, sur leur demande, bénéficier du remboursement des droits de timbre acquittés pour ces mêmes documents.

La présente note de service a pour objet de présenter à Mesdames et Messieurs les Trésoriers-payeurs généraux, les modalités de mise en œuvre de la décision ministérielle.

1. DOCUMENTS CONCERNÉS

Il s'agit :

- de certains documents administratifs remplaçant ceux de même nature détruits ou perdus lors des intempéries :
 - les passeports (CGI, article 953-I) ;
 - les titres de voyage délivrés aux réfugiés ou apatrides (CGI, article 953-IV) ;
 - les sauf-conduits délivrés aux étrangers titulaires d'un titre de séjour (CGI, article 953-V) ;
 - les duplicata des permis de conduire des véhicules automobiles, des motocyclettes et de tous autres véhicules à moteur (CGI, article 1599 quaterdecies).
 - les duplicata des certificats d'immatriculation (CGI, article 1599 octodecies 1).
- des primata des certificats d'immatriculation des véhicules acquis en remplacement de ceux détruits lors du sinistre (CGI, article 1599 sexdecies I).

2. BÉNÉFICIAIRES DE LA MESURE

L'exonération bénéficie aux victimes des intempéries survenues *du 12 au 14 novembre 1999 et du 25 au 29 décembre 1999*, dans les communes ou départements mentionnés, respectivement dans les arrêtés du 17 novembre 1999 (complété par les arrêtés des 14 avril et 2 mai 2000) et du 29 décembre 1999, joints en annexe 1.

3. PÉRIODE D'APPLICATION DE LA MESURE

Le dispositif mis en place s'applique aux documents dont la demande de remboursement a été déposée en préfecture avant le 31 décembre 2000.

4. PROCÉDURE DE REMBOURSEMENT

Les victimes des intempéries qui ont sollicité la délivrance des documents administratifs susmentionnés pourront, sur leur demande, bénéficier du remboursement des droits acquittés pour ces mêmes documents.

4.1. LIEU DE DÉPÔT DES DEMANDES DE REMBOURSEMENT

La demande doit être déposée auprès des guichets de la préfecture, qui a procédé au renouvellement des documents perdus ou détruits ou qui instruit ce renouvellement.

En tout état de cause, les demandes de remboursement, qui seraient déposées auprès des comptables du Trésor (ou des impôts), devront être adressées directement à la préfecture de leur département.

Dans ce cas, les comptables devront, au préalable, vérifier la *présence matérielle* des pièces nécessaires à la constitution des dossiers de remboursement.

Ces pièces sont :

- la demande écrite du demandeur ;
- la déclaration de perte des documents, faite auprès des services de police ou de gendarmerie. Cette déclaration de perte doit indiquer précisément les conditions dans lesquelles le document administratif a été détruit. À défaut de précision de ces conditions de perte, l'usager devra présenter un duplicata de sa déclaration faite à son assurance ;
- la copie du ou des document(s), nouvellement délivrés, dont la liste figure au 1 ;
- le relevé d'identité bancaire ou postal (sauf situation particulière du demandeur).

Les comptables concernés veilleront à conserver une copie de la demande écrite du demandeur, sur laquelle ils porteront la date du jour où le dossier a été déposé.

4.2. INSTRUCTION DES DEMANDES PAR LES PRÉFECTURES

Les services des préfectures instruisent, sur le fond, les demandes de remboursement qu'ils ont reçues, soit directement des usagers, soit par l'intermédiaire des comptables du Trésor (ou des impôts).

Pour les usagers qui remplissent les conditions de remboursement, les services des préfectures établissent des listes d'usagers à rembourser.

Les listes, dont un modèle est joint en annexe 2, doivent respecter les règles de forme indiquées ci-après :

- elles doivent avoir reçu le visa du préfet ou de son délégué ;
- elles doivent comporter les informations minimales permettant d'opérer le remboursement : nom, prénom, adresse des bénéficiaires et montant total à rembourser en chiffres et en lettres, arrêté par le préfet. Par ailleurs, elles devront préciser le numéro des comptes bancaires ou postaux des usagers.

Les listes, accompagnées des relevés d'identité bancaires ou postaux des usagers à rembourser, sont adressées à la trésorerie générale du département pour mise en paiement.

Les préfectures ont reçu de leur administration centrale, des instructions en ce sens.

4.3. EXPLOITATION DES LISTES EN TRÉSORERIE GÉNÉRALE

Au vu de ces listes à produire à la Cour des comptes et valant pièces justificatives de la dépense, la trésorerie générale procède au remboursement effectif des droits par virement des sommes correspondantes sur le compte bancaire ou postal des intéressés.

Dans les cas exceptionnels où les usagers ne seraient pas titulaires d'un compte et ne pourraient produire un relevé d'identité bancaire ou postal, il sera procédé au remboursement au moyen d'un chèque sur le Trésor.

4.4. COMPTABILISATION DES REMBOURSEMENTS

La dépense sera imputée au compte 900-00 « Dépenses payables sans ordonnancement – Dépenses ordinaires des services civils », chapitre 15.02 « remboursement sur produits indirects et divers », article 60, paragraphe 10 « remboursements divers ».

5. DÉLIVRANCE À TITRE GRATUIT DE NOUVEAUX DOCUMENTS

Les usagers qui n'auraient pas encore procédé au renouvellement des documents pourront se voir délivrer à titre gratuit certains des documents administratifs susmentionnés

5.1. LES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS DONT LE DROIT DE TIMBRE S'ACQUITTE PAR TIMBRE MOBILE.

Il s'agit des passeports, des titres de voyage délivrés aux réfugiés ou apatrides, des sauf-conduits délivrés aux étrangers titulaires d'une carte de séjour et des duplicata de permis de conduire.

Pour ces seuls documents, les préfetures peuvent procéder à leur délivrance à titre gratuit.

5.2. LES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS DONT LE DROIT DE TIMBRE S'ACQUITTE PAR PAIEMENT SUR ÉTAT.

Compte tenu des contraintes de gestion propres aux services préfectoraux, pour les duplicata des certificats d'immatriculation et primata des certificats d'immatriculation des véhicules, l'utilisateur devra s'acquitter du droit de timbre correspondant, avant d'en solliciter le remboursement.

6. DISPOSITIF D'INFORMATION DES USAGERS CONCERNÉS

La procédure de remboursement et de délivrance à titre gratuit doit faire l'objet d'une campagne d'information au plan local, menée conjointement par le préfet, le trésorier-payeur général et le directeur des services fiscaux dans les principaux départements concernés.

Parallèlement, un affichage du dispositif est à prévoir dans les préfetures, sous-préfetures, trésoreries, recettes des impôts et en mairies, sur un support de dimension A3 dont le texte est joint en annexe 3.

Je vous saurais gré de bien vouloir communiquer les informations de la présente note de service, dès réception, aux comptables de votre département, pour la mise en œuvre de ce dispositif.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

DOMINIQUE LAMIOT

ANNEXE N° 1 : Arrêtés portant constatation de l'état de catastrophe naturelle

Arrêté du 17 novembre 1999 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle

Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu la loi no 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

Vu la loi no 90-509 du 25 juin 1990 modifiant le code des assurances et portant extension aux départements d'outre-mer et aux collectivités territoriales du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles ;

Vu la loi no 92-665 du 16 juillet 1992 portant adaptation au Marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit, et notamment ses articles 34 et 35 ;

Après examen des rapports faisant apparaître l'intensité anormale d'un agent naturel, dont les conséquences dommageables ne sont pas assurables,

Arrêtent :

Art. 1er. - En application des dispositions de l'article 1er de la loi du 13 juillet 1982 susvisée, l'état de catastrophe naturelle est constaté pour les dommages causés par les inondations et coulées de boue et mouvements de terrain survenus dans les départements et aux dates désignés en annexe.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 novembre 1999.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la défense et de la sécurité civiles,
haut fonctionnaire de défense,

J. Dussourd

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :

Le directeur adjoint du cabinet,

D. Morin

ANNEXE N° 1 (suite)

A N N E X E

DEPARTEMENT DE L'AUDE*Inondations et coulées de boue du 12 au 14 novembre 1999*

Arrondissement de Carcassonne

Canton d'Alzonne :

Communes d'Alzonne, Aragon, Caux-et-Sauzens, Montolieu, Moussoulens, Pezens, Raissac-sur-Lampy, Sainte-Eulalie, Saint-Martin-le-Vieil, Ventenac-Cabardès, Villesèquelande.

Canton de Capendu :

Communes de Badens, Barbaira, Blomac, Bouilhonnac, Capendu, Comigne, Douzens, Floure, Fontiès-d'Aude, Marseillette, Montirat, Monze, Moux, Roquecourbe-Minervois, Rustiques, Saint-Couat-d'Aude, Trèbes, Villedubert.

Canton de Carcassonne 1 :

Communes de Berriac, Cavanac, Cazilhac, Couffoulens, Leuc, Mas-des-Cours, Palaja.

Cantons de Carcassonne :

Commune de Carcassonne.

Canton de Carcassonne 2 :

Commune de Pennautier.

Canton de Conques-sur-Orbiel :

Communes de Bagnoles, Conques-sur-Orbiel, Limousis, Malves-en-Minervois, Sallèles-Cabardès, Villalier, Villarzel-Cabardès, Villegailhenc, Villegly, Villemoustaussou.

Canton de Lagrasse :

Communes d'Arquettes-en-Val, Caunettes-en-Val, Fajac-en-Val, Labastide-en-Val, Lagrasse, Mayronnes, Montlaur, Pradelles-en-Val, Ribaute, Rieux-en-Val, Saint-Martin-des-Puits, Saint-Pierre-des-Champs, Serviès-en-Val, Talairan, Taurize, Tournissan, Villar-en-Val, Villetritouls.

Canton de Mas-Cabardès :

Communes de Caudebronde, Fournes-Cabardès, Les Ilhes, Labastide-Esparbairénque, Lastours, La Tourette-Cabardès, Les Martys, Mas-Cabardès, Miraval-Cabardès, Pradelles-Cabardès, Roquefère, Salsigne, Trassanel, Villanière, Villardonnel.

Canton de Montréal :

Communes d'Alairac, Arzens, Lavalette, Montclar, Montréal, Preixan, Rouffiac-d'Aude, Roullens, Villeneuve-les-Montréal.

Canton de Monthoumet :

Communes d'Albières, Auriac, Bouisse, Davejean, Dernacueillette, Félines-Termenès, Lairière, Lanet, Laroque-de-Fa, Massac, Montjoi, Mouthoumet, Palairac, Salza, Soulatgé, Termes, Vignevieille, Villerouge-Termenès.

ANNEXE N° 1 (suite)

Canton de Peyriac-Minervois :

Communes d'Aigues-Vives, Azille, Cabrespine, Castans, Caunes-Minervois, Citou, La Redorte, Laure-Minervois, Lespinassière, Pépieux, Peyriac-Minervois, Puichéric, Rieux-Minervois, Saint-Frichoux, Trausse, Villeneuve-Minervois.

Canton de Saissac :

Communes de Brousses-et-Villaret, Cuxac-Cabardès, Fontiers-Cabardès, Fraissé-Cabardès, Lacombe, Laprade, Saint-Denis, Saissac.

Arrondissement de Limoux

Canton de Saint-Hilaire :

Communes de Belcastel-et-Buc, Caunette-sur-Lauquet, Clermont-sur-Lauquet, Gardie, Greffeil, Lader-sur-Lauquet, Pomas, Saint-Hilaire, Saint-Polycarpe, Verzeille, Villardebelle, Villar-Saint-Anselme, Villebazy, Villefloure.

Arrondissement de Narbonne

Canton de Coursan :

Communes d'Armissan, Coursan, Cuxac-d'Aude, Fleury, Gruissan, Salles-d'Aude, Vinassan.

Canton de Durban-Corbières :

Communes d'Albas, Cascastel-des-Corbières, Coustouge, Durban-Corbières, Embres-et-Castelmaure, Fontjoncouse, Fraissé-des-Corbières, Jonquières, Quintillan, Saint-Jean-de-Barrou, Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse, Thézan-des-Corbières, Villeneuve-les-Corbières, Villesèque-des-Corbières.

Canton de Ginestas :

Communes d'Argeliers, Bize-Minervois, Ginestas, Mailhac, Mirepeisset, Ouveillan, Paraza, Pouzols-Minervois, Roubia, Sainte-Valière, Saint-Marcel-sur-Aude, Saint-Nazaire-d'Aude, Sallèles-d'Aude, Ventenac-en-Minervois.

Canton de Lézignan-Corbières :

Communes d'Argens-Minervois, Boutenac, Camplong-d'Aude, Castelnau-d'Aude, Conilhac-Corbières, Cruscades, Escales, Fabrezan, Ferrals-lès-Corbières, Fontcouverte, Homps, Lézignan-Corbières, Luc-sur-Orbieu, Montbrun-des-Corbières, Montséret, Ornaisons, Saint-André-de-Roquelongue, Tourouzelle.

Canton de Narbonne :

Commune de Narbonne.

Canton de Narbonne-Sud :

Commune de Bages.

Canton de Narbonne-Ouest :

Communes de Bizanet, Canet, Marcorignan, Montredon-des-Corbières, Moussan, Névian, Raissac-d'Aude, Villedaigne.

Canton de Sigean :

Communes de Caves, Feuilla, Fitou, La Palme, Leucate, Peyriac-de-Mer, Portel-des-Corbières, Port-la-Nouvelle, Roquefort-des-Corbières, Sigean, Treilles.

Canton de Tuchan :

Communes de Cucugnan, Duilhac-sous-Peyrepertuse, Maisons, Montgaillard, Padern, Paziols, Rouffiac-des-Corbières, Tuchan.

ANNEXE N° 1 (suite)

DEPARTEMENT DE L'HERAULT*Inondations et coulées de boue du 12 au 14 novembre 1999*

Arrondissement de Béziers

Canton d'Agde :

Communes d'Agde, Marseillan, Bessan, Vias.

Canton de Béziers 3 :

Commune de Lespignan.

Canton de Béziers 4 :

Commune de Vendres.

Canton de Capestang :

Communes de Capestang, Montels, Nissan-lez-Enserune, Quarante.

Canton d'Olonzac :

Communes d'Aigne, Azillanet, Beaufort, Cassagnoles, La Caunette, Cesseras, Félines-Minervois, Ferrals-les-Montagnes, La Livinière, Minerve, Oupia, Siran, Olonzac.

Canton de Saint-Chinian :

Communes d'Agel, Aigues-Vives, Crusy, Montouliers.

Canton de Saint-Pons :

Communes de Boisset, Courniou, Pardailhan, Rieussec, Riols, Saint-Jean-de-Minervois, Saint-Pons-de-Thomières, Vélioux, Verreries-de-Moussans.

Canton de La Salvetat-sur-Agout :

Communes de Fraisse-sur-Agout, La Salvetat-sur-Agout, Le Soulie.

DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES*Inondations et coulées de boue du 12 au 14 novembre 1999*

Arrondissement de Perpignan

Canton de Latour-de-France :

Communes d'Estagel, Tautavel.

Canton de Rivesaltes :

Communes de Cases-de-Pène, Vingrau, Rivesaltes, Pia, Salses-le-Château.

Canton de Millas :

Communes de Pézilla-la-Rivière, Saint-Félicien-d'Amont, Millas.

Canton de Saint-Laurent-de-la-Salanque :

Communes de Clairac, Saint-Laurent-de-la-Salanque, Torreilles, Le Barcarès, Saint-Hippolyte.

Canton de Canet-en-Roussillon :

Communes de Canet-en-Roussillon, Villelongue-de-la-Salanque, Sainte-Marie.

ANNEXE N° 1 (suite)

Canton de La Côte Radieuse :
Communes de Saint-Cyprien, Alénia, Saleilles.

Canton de Thuir :
Commune de Thuir.

Canton de Perpignan :
Commune de perpignan.

Arrondissement de Céret

Canton d'Argelès-sur-Mer :
Communes d'Argelès-sur-Mer, Laroque-des-Albères.

Canton de La Côte Vermeille :
Communes de Collioure, Banyuls-sur-Mer, Cerbère, Port-Vendres.

DEPARTEMENT DU TARN

Mouvements de terrain du 12 au 14 novembre 1999

Arrondissement de Castres

Canton de Saint-Amans-Soult :
Commune de Labastide-Rouairoux.

Inondations et coulées de boue du 12 au 14 novembre 1999

Arrondissement de Castres

Canton de Saint-Amans-Soult :
Communes d'Albine, Bout-du-Pont-de-Larn, Lacabarède, Rouairoux, Sauveterre, Saint-Amans-Soult, Saint-AmansValtoiret, Labastide-Rouairoux.

Canton de Mazamet-Sud-Ouest :
Communes d'Aiguefonde, Aussillon, Caucalières.

Canton d'Anglès :
Communes d'Anglès, Lasfaillades, Lamontelarie.

Canton de Mazamet-Nord-Est :
Communes de Boissezon, Le Rialet, Le Vintrou, PayrinAugmontel, Pont-de-Larn.

Canton de Brassac :
Communes de Brassac, Cambounes, Castelnau-de-Brassac.

Canton de Roquecourbe :
Communes de Burlats, Lacrouzette.

Cantons de Castres :
Commune de Castres.

Canton de Labruguière :
Communes de Labruguière, Lagarrigue, Noailhac, Valdurenque.

Cantons de Mazamet :
Commune de Mazamet.

ANNEXE N° 1 (suite)

Canton de Murat-sur-Vèbre :
Commune de Murat-sur-Vèbre.

Canton de Castres-Ouest :
Communes de Navès, Saïx.

Arrêté du 14 avril 2000 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur et la secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi no 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

Vu la loi no 90-509 du 25 juin 1990 modifiant le code des assurances et portant extension aux départements d'outre-mer et aux collectivités territoriales du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles ;

Vu la loi no 92-665 du 16 juillet 1992 portant adaptation au Marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit, et notamment ses articles 34 et 35 ;

Après examen des rapports faisant apparaître l'intensité anormale d'un agent naturel, dont les conséquences dommageables ne sont pas assurables,

Arrêtent :

Art. 1er. - En application des dispositions de l'article 1er de la loi du 13 juillet 1982 susvisée, l'état de catastrophe naturelle est constaté pour les dommages causés par les inondations et coulées de boue, les inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues et les mouvements de terrain survenus dans les départements et aux dates désignés en annexe.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 14 avril 2000.

Le ministre de l'intérieur,
Jean-Pierre Chevènement

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Laurent Fabius

La secrétaire d'Etat au budget,
Florence Parly

ANNEXE N° 1 (suite)

A N N E X E

DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

Inondations et coulées de boue du 12 au 14 novembre 1999

Arrondissement de Rodez

Canton de Réquista :

Commune de Réquista.

DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES

Inondations et coulées de boue du 12 au 14 novembre 1999

Arrondissement de Perpignan

Canton de Latour-de-France :

Commune de Latour-de-France.

DEPARTEMENT DU TARN

Mouvements de terrain du 12 au 14 novembre 1999

Arrondissement de Castres

Canton de Mazamet-Sud-Ouest :

Commune d'Aussillon.

Inondations et coulées de boue du 12 au 14 novembre 1999

Arrondissement d'Albi

Canton d'Alban :

Commune de Curvalle.

Arrondissement de Castres

Canton de Vabre :

Commune de Saint-Pierre-de-Trivisy.

ANNEXE N° 1 (suite)

Arrêté du 29 décembre 1999 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle

Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu la loi no 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

Vu la loi no 90-509 du 25 juin 1990 modifiant le code des assurances et portant extension aux départements d'outre-mer et aux collectivités territoriales du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles, et notamment son article 1er instituant une couverture obligatoire des effets du vent dû aux tempêtes, ouragans et cyclones sur les biens et les corps de véhicules terrestres à moteur faisant l'objet de contrats d'assurance garantissant les dommages incendie ;

Vu la loi no 92-665 du 16 juillet 1992 portant adaptation au Marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit, et notamment ses articles 34 et 35,

Arrêtent :

Art. 1er. - En application des dispositions de l'article 1er de la loi du 13 juillet 1982 susvisée, l'état de catastrophe naturelle est constaté pour les dommages causés par les événements naturels d'intensité anormale non assurables (inondations et coulées de boue, inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues, mouvements de terrain), qui ne relèvent pas de la garantie tempêtes, ouragans, cyclones prévue par l'article L. 122-7 (1er alinéa) du code des assurances, survenus à l'occasion des intempéries du 25 au 29 décembre 1999 dans les départements métropolitains désignés en annexe.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 décembre 1999.

Le ministre de l'intérieur,
Jean-Pierre Chevènement

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Christian Sautter

A N N E X E

Inondations et coulées de boue, mouvements de terrain

Département de l'Aisne.

Département de l'Allier.

Département des Ardennes.

Département de l'Aube.

Département du Calvados.

Département du Cantal.

ANNEXE N° 1 (suite)

Département de la Charente.
Département du Cher.
Département de la Corrèze.
Département de la Creuse.
Département de la Dordogne.
Département du Doubs.
Département de l'Eure.
Département d'Eure-et-Loir.
Département du Finistère.
Département de la Haute-Garonne.
Département du Gers.
Département d'Ille-et-Vilaine.
Département de l'Indre.
Département d'Indre-et-Loire.
Département du Jura.
Département des Landes.
Département de Loir-et-Cher.
Département de la Loire-Atlantique.
Département du Loiret.
Département du Lot.
Département de Lot-et-Garonne.
Département de Maine-et-Loire.
Département de la Manche.
Département de la Marne.
Département de la Haute-Marne.
Département de la Mayenne.
Département de Meurthe-et-Moselle.
Département de la Meuse.
Département du Morbihan.
Département de la Moselle.
Département de la Nièvre.
Département du Nord.
Département de l'Oise.
Département de l'Orne.

ANNEXE N° 1 (suite)

Département du Pas-de-Calais.

Département du Puy-de-Dôme.

Département des Hautes-Pyrénées.

Département du Bas-Rhin.

Département du Haut-Rhin.

Département de la Haute-Saône.

Département de la Sarthe.

Département de Paris.

Département de Seine-et-Marne.

Département des Yvelines.

Département des Deux-Sèvres.

Département de la Somme.

Département de Tarn-et-Garonne.

Département de la Vendée.

Département de la Vienne.

Département de la Haute-Vienne.

Département des Vosges.

Département de l'Yonne.

Département du Territoire de Belfort.

Département de l'Essonne.

Département des Hauts-de-Seine.

Département de la Seine-Saint-Denis.

Département du Val-de-Marne.

Département du Val-d'Oise.

Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues

Département des Pyrénées-Atlantiques.

Inondations et coulées de boue, mouvements de terrain,

inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues

Département de la Charente-Maritime.

Département des Côtes-d'Armor.

Département de la Gironde.

Département de la Seine-Maritime.

ANNEXE N° 1 (suite)

Arrêté du 2 mai 2000 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur et la secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi no 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles ;

Vu la loi no 90-509 du 25 juin 1990 modifiant le code des assurances et portant extension aux départements d'outre-mer et aux collectivités territoriales du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles ;

Vu la loi no 92-665 du 16 juillet 1992 portant adaptation au marché unique européen de la législation applicable en matière d'assurance et de crédit, et notamment ses articles 34 et 35 ;

Après examen des rapports faisant apparaître l'intensité anormale d'un agent naturel, dont les conséquences dommageables ne sont pas assurables,

Arrêtent :

Art. 1er. - En application des dispositions de l'article 1er de la loi du 13 juillet 1982 susvisée, l'état de catastrophe naturelle est constaté pour les dommages causés par les inondations et coulées de boue, les inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues et les mouvements de terrain survenus dans les départements et aux dates désignés en annexe.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 2 mai 2000.

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de la défense
et de la sécurité civiles,
haut fonctionnaire de défense,
M. Sappin

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du Trésor,
J. Lemierre

La secrétaire d'Etat au budget,
Florence Parly

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

A N N E X E

DEPARTEMENT DE LA CORSE DU SUD*Inondations et chocs mécaniques**liés à l'action des vagues du 28 décembre 1999*

Arrondissement d'Ajaccio

Cantons d'Ajaccio :

Commune d'Ajaccio.

Canton des Deux-Sorru :

Commune de Vico

DEPARTEMENT DE L'HERAULT*Inondations et coulées de boue du 12 au 14 novembre 1999*

Arrondissement de Béziers

Canton de Pézenas :

Commune de Saint-Thibéry.

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE*Inondations et coulées de boue du 27 au 28 décembre 1999*

Arrondissement de Brioude

Canton d'Auzon :

Commune de Lempdes-sur-Allagnon.

DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE*Mouvements de terrain de janvier 1994 à décembre 1999*

Arrondissement de Toul

Canton de Toul-Sud :

Commune de Sexey-aux-Forges

DEPARTEMENT DU VAL-D'OISE*Mouvement de terrain de novembre 1999*

Arrondissement de Montmorency

Canton de Gonesse :

Commune de Gonesse.

ANNEXE N° 2 : Modèle – Etat des bénéficiaires à rembourser

PREFECTURE
DE

Modèle

ETAT DES BENEFICIAIRES A REMBOURSER
AU TITRE DE LA DECISION MINISTERIELLE EN FAVEUR DES VICTIMES DES INTEMPÉRIES

NOM	PRÉNOM	ADRESSE	MONTANT	NUMÉRO DU COMPTE BANCAIRE OU POSTAL

Arrêté le présent état à la somme de

A....., le

Le Préfet
ou par délégation
Signature

ANNEXE N° 3 : Modèle d'affichage du dispositif d'information des mesures prises en faveur des victimes des intempéries

MESURES EN FAVEUR DES VICTIMES INTEMPÉRIES DE FIN 1999

* Si au cours des intempéries survenues entre les *12 et 14 novembre 1999* ou entre les *25 et 29 décembre 1999*, certains de vos documents administratifs ont été détruits ou perdus, ils pourront vous être délivrés à titre gratuit (soit renouvelés gratuitement, soit remboursés s'ils ont déjà fait l'objet d'un paiement).

**Les documents concernés sont :*

- Les passeports.
- Les titres de voyage délivrés aux réfugiés ou apatrides.
- Les sauf-conduits délivrés aux étrangers titulaires d'un titre de séjour.
- Les duplicata des permis de conduire des véhicules automobiles, des motocyclettes et de tous autres véhicules à moteur.
- Les duplicata des certificats d'immatriculation (cartes grises).
- Les originaux des certificats d'immatriculation (cartes grises) des véhicules acquis en remplacement de ceux détruits lors du sinistre.

Dans tous les cas, vous devez vous adresser à la PRÉFECTURE DE VOTRE DOMICILE.

DATE LIMITE : 31 DÉCEMBRE 2000.

* Pour vous faire *DÉLIVRER À TITRE GRATUIT LES DOCUMENTS*, il sera nécessaire de fournir aux services des préfectures :

- la déclaration de perte des documents, faite auprès des services de police ou de gendarmerie indiquant précisément les conditions dans lesquelles le document administratif a été détruit. À défaut, il faudra présenter une copie de votre déclaration d'assurance ;

* Pour vous faire *REMBOURSER*, les pièces à fournir aux services des préfectures sont les suivantes :

- une demande écrite sur papier libre, indiquant le détail des documents à rembourser et le montant total.
- la déclaration de perte des documents, faite auprès des services de police ou de gendarmerie indiquant précisément les conditions dans lesquelles le document administratif a été détruit. À défaut, il faudra présenter une copie de votre déclaration d'assurance ;
- la copie du ou des document(s) nouvellement délivrés dont la liste figure ci-dessus ;
- un relevé d'identité bancaire ou postal.